

Résolution sur l'Ukraine

La guerre d'agression menée par la Russie en Ukraine dure depuis plus de deux ans. L'incursion de Poutine s'est transformée en une guerre acharnée qui coûte chaque jour des vies humaines.

Il ne faut pas oublier cela : La Suisse porte une part de responsabilité dans le réarmement de Poutine et donc indirectement dans l'effusion de sang actuelle. Des milliards issus du commerce des matières premières qui ont transité et transitent encore par la Suisse, des oligarques qui alimentent et alimentent le trésor de guerre de Poutine et des biens à double usage en provenance de Berne et d'ailleurs qui ont contribué à la montée en puissance des systèmes d'armes russes. Jusqu'à aujourd'hui, la Suisse ne veut rien savoir de cette responsabilité.

Pire encore : toute manifestation de solidarité qui rendrait justice au rôle humanitaire de la Suisse et aiderait concrètement l'Ukraine est rejetée par le parlement bourgeois. Le simple fait de détourner des fonds de la coopération internationale au développement vers l'Ukraine n'est pas une solution, car cela ne fait que provoquer des souffrances dans d'autres régions du monde et aggraver les conflits. L'adhésion à la task force internationale sur les oligarques n'a pas non plus trouvé de majorité au Conseil national. Parallèlement, la majorité bourgeoise à Berne ne demande qu'à se réarmer. Bien que le budget de l'armée augmente depuis des années, il devrait désormais continuer à croître massivement. Avec le lobby de l'armement, la majorité bourgeoise du Parlement profite en outre de l'aubaine pour assouplir la loi sur le matériel de guerre afin d'en permettre l'exportation vers des États qui l'interdisent aujourd'hui en raison de violations des droits humains.

Les revendications restent d'actualité

Depuis le début de la guerre d'agression menée par la Russie, le GSsA souligne le rôle qui revient à la Suisse. Il ne se situe pas - notamment en raison du droit de la neutralité - dans la question des armes, mais dans les sanctions contre l'appareil du pouvoir russe et dans le soutien financier à l'Ukraine. Cela signifie que les bénéfices de la guerre et l'argent des oligarques doivent être systématiquement prélevés, gelés et confisqués. Ils doivent notamment être affectés à la reconstruction de l'Ukraine. Le GSsA n'est pas seul à formuler cette exigence. L'Union européenne (UE) envisage également une telle mesure. Depuis le début de la guerre, le GSsA s'est déjà engagé en faveur des revendications susmentionnées par le biais de diverses actions et manifestations. Ainsi, 15'000 personnes ont signé la lettre ouverte du GSsA sur l'introduction d'un impôt sur les bénéfices de guerre.

La position du GSsA reste également inchangée en ce qui concerne les objecteurs de conscience. L'exigence d'un traitement généreux des visas humanitaires, du maintien à long terme et de l'extension du statut de protection S ainsi que de la réintroduction de l'asile dans les ambassades sont plus que jamais d'actualité avec la durée de la guerre. De plus, le GSsA se solidarise avec les démocrates russes. Les protestations lors des funérailles d'Alexej Nawalny ont montré que, malgré la répression massive, il existe toujours une opposition au belliciste Poutine.

Pour une paix juste et rapide

La plus grande défaite pour la paix mondiale et le pacifisme serait une victoire de l'agresseur Poutine, tout comme l'aurait été une victoire des Etats-Unis lors de la guerre du Vietnam. A l'époque, le mouvement pacifiste avait fait pression sur les Etats-Unis afin d'obtenir des négociations pour une paix juste. Ceux qui sont pour la paix exercent une pression maximale pour affaiblir le pouvoir de Poutine et le forcer ainsi à s'asseoir à la table des négociations, dont les lignes rouges se définissent par rapport au droit international. Les efforts du Conseil fédéral pour des négociations de paix méritent aussi notre soutien.

Le GSsA demande donc :

- **Poutine : stop à la guerre !** Pour le retrait de toutes les troupes russes - derrière les frontières d'avant le raid du 24 février 2022.
- **Une application des sanctions !** Le gel systématique de tous les avoirs des oligarques, sanctions économiques sur les échanges commerciaux avec Poutine, interdiction stricte de tous les biens à double usage ayant une utilisation militaire finale. Pas de levée des sanctions tant que Poutine est en guerre contre l'Ukraine et occupe des territoires ukrainiens.
- **Les bénéfices de la guerre pour la reconstruction !** L'argent des oligarques et les bénéfices excédentaires doivent être utilisés pour la reconstruction de l'Ukraine, au lieu de financer la reconstruction au détriment du reste de la coopération internationale.
- **Solidarité et soutien à tous les objecteurs de conscience et à tous les déserteurs !** Pour la réintroduction de l'asile dans les ambassades.
- **Solidarité avec les réfugié-es ukrainien-nes !** Maintien du statut de protection S, critères moins stricts pour les visas humanitaires.
- **Pour une paix juste !** Pour des négociations de paix basées sur le droit international, dans lesquelles les droits humains de toutes les personnes concernées doivent être protégés durablement.